

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

INTITULÉ ET CODE : Auvergne-Rhône-Alpes_Département Ain _Accompagnement spécifique des BRSA vers et dans l'emploi (ARA-OI763)

RÉGION ADMINISTRATIVE : Auvergne-Rhône-Alpes

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département de l'Ain

SERVICE GESTIONNAIRE : Département de l'Ain - Direction des affaires européennes et transfrontalières

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 17/11/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2024 au 31/12/2025

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 24 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 1 000 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+/FTJ : 15 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+/FTJ MAXIMUM : 40% %

THÈME Accompagnement des BRSA

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 40 000 €

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 17/01/2024



DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le Département est chargé de la gestion du Revenu de Solidarité Active (RSA) et de l'accompagnement des personnes bénéficiaires de ce dispositif dans leurs démarches d'insertion vers l'emploi. A ce titre, il finance les allocations forfaitaires du RSA (socle et majoré) et les actions d'accompagnement des publics bénéficiaires du RSA mises en place dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion (PDI). Les missions et activités du Département en matière d'insertion et d'accompagnement socioprofessionnel des bénéficiaires du RSA et plus largement des publics soumis à un risque de précarité s'insèrent ainsi pleinement dans la priorité n°1 du Programme national du FSE+, Emploi, Inclusion, Jeunesse et Compétences "Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables ou des exclus" .

Le Plan insertion 01 définit la politique départementale d'accompagnement social et professionnel, recense les besoins d'insertion et l'offre locale d'insertion et planifie les actions d'insertion correspondantes. Il a également valeur de Pacte territorial pour l'insertion (PTI). Le Plan insertion 01 a pour périmètre les politiques et dispositifs d'insertion bénéficiant prioritairement aux allocataires du RSA. Il impulse également des actions auprès des salariés en insertion, des demandeurs d'emploi dont ceux de longue durée et de toutes personnes en situation de fragilité, qui ont vocation à s'inscrire dans un parcours d'insertion (notamment des seniors, des personnes en situation de handicap, des gens du voyage, des femmes victimes de violence...).

L'objectif premier des opérations FSE+ est l'insertion professionnelle ou l'insertion sociale dans et par l'emploi des personnes en recherche d'emploi et des bénéficiaires du RSA. Le Département de l'Ain est organisme intermédiaire gestionnaire d'une subvention globale du FSE+ pour le programme 2021-2027. A ce titre, il redistribue des crédits du FSE+ après appels à projets, instruction et sélection des candidatures en cofinancement des actions d'insertion financées par le Département.

L'appel à projets ci-après permettra d'attribuer aux opérations sélectionnées :

- des crédits du FSE+ gérés par le Département de l'Ain (par la Direction des affaires européennes et transfrontalières) ;
- des crédits départementaux au titre de l'accompagnement des politiques d'insertion (gérés par le Service insertion vers l'emploi).

Ces 2 financements feront l'objet de 2 conventions distinctes avec leurs propres modalités de liquidation.

Cet appel à projets doit permettre le financement d'opérations d'accompagnement des bénéficiaires du RSA du Département de l'Ain vers l'emploi.

Les opérations attendues concernent :

- l'accompagnement renforcé des travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA ;
- l'accompagnement vers et dans l'emploi des bénéficiaires du RSA ayant une reconnaissance de travailleur handicapé ;
- l'accompagnement vers et dans l'emploi des femmes bénéficiaires du RSA ;
- des plateformes d'accueil, de diagnostic et de positionnement des nouveaux bénéficiaires du RSA.

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

• **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

• **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

• **Contexte de l'objectif spécifique**

Cet appel à projets doit permettre le financement d'opérations d'accompagnement des bénéficiaires du RSA du Département de l'Ain vers l'emploi. Selon les projets attendus, ces bénéficiaires du RSA seront dans une des situations suivantes :

- travailleur indépendant ;
- ou en situation de handicap ;
- ou femme ;
- ou nouvel inscrit au RSA.

Le Département a en charge l'orientation des bénéficiaires du RSA. En fonction des freins repérés, ils sont orientés soit vers un parcours social (non couvert par cet appel à projets) soit vers un parcours d'accompagnement renforcé vers l'emploi pour ceux dont les freins peuvent être levés plus rapidement ou n'empêchent pas une entrée en formation ou une démarche de remobilisation vers l'emploi.

Les travailleurs indépendants et bénéficiaires du RSA ne sont en général pas inscrits à Pôle emploi puisqu'ils ne sont pas à la recherche d'un emploi. Ils sont donc majoritairement accompagnés par les référents sociaux du Département. Ils représentent environ 6,5 % des bénéficiaires du RSA soumis à l'obligation dite « droits et devoirs » du fait de leurs faibles ressources. Ces publics sont parfois présents depuis longtemps dans le dispositif. Sur des secteurs d'activités très variés, avec des statuts qui le sont tout autant, ce public se caractérise par son hétérogénéité. Les travailleurs sociaux se trouvent démunis et ne savent comment accompagner ces publics : ils ne disposent pas des connaissances technico-économiques nécessaires pour prendre en compte tous les volets de l'activité indépendante et notamment juridiques, comptables, commerciaux (étude de marché, politique de prix...) et techniques (compétences liées à l'activité elle-même). De ce fait, l'accompagnement social ou socio-professionnel proposé à certains d'entre eux est inopérant.

L'accompagnement des bénéficiaires du RSA avec une reconnaissance de travailleur handicapé doit intégrer certaines spécificités adaptées à ce public (comme évaluation de l'employabilité, identification des potentiels d'accès à l'emploi, accompagnement à la prise de poste et à l'adaptation du poste de travail...) que les travailleurs sociaux ne maîtrisent pas toujours. C'est pourquoi, afin d'offrir le plus de chances à ce public de s'engager dans un parcours d'insertion durable et de sortir de la précarité, le Département de Ain souhaite spécialiser la prise en charge et

l'accompagnement de ces personnes. Il est donc proposé une action spécifique pour ces publics qui sont prêts à s'engager dans un parcours d'insertion vers l'emploi mais démobilisés ou éloignés du marché du travail du fait d'un cumul de difficultés dont celles du handicap.

Actuellement 55 % des bénéficiaires du RSA sont des femmes et 31 % des bénéficiaires du RSA sont des femmes en situation de monoparentalité nécessitant un accompagnement adapté à leur situation.

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et à terme du pacte local des solidarités, l'orientation des allocataires du RSA doit permettre de réduire considérablement les délais d'entrée dans un parcours d'insertion vers l'emploi, et une insertion professionnelle plus rapide. Le Département de l'Ain s'est engagé à renforcer les orientations de l'ensemble des bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs dans un délai d'un mois vers le bon parcours d'insertion pour optimiser l'accompagnement et réduire les durées de parcours.

Les services du Département de l'Ain (insertion et développement social et affaires européennes et transfrontalières) sont à disposition pour la transmission de données contextualisées plus précises si besoin.

• Objectifs

1) Opérations d'accompagnement renforcé des travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA :

- établir un diagnostic économique et financier sur la viabilité de l'activité ;
- détecter les besoins, les freins, les difficultés avec le bénéficiaire du RSA afin de coconstruire un plan d'actions individualisé ;
- accompagner le bénéficiaire de l'action dans la recherche de pistes de développement ou de diversification de l'activité ;
- accompagner à la mise en place d'outils de gestion et de pilotage de l'activité ;
- accompagner le bénéficiaire du RSA, le cas échéant et avec son accord, vers l'arrêt de l'activité ;
- réorienter vers un autre référent pour construire un nouveau projet si l'activité n'est pas viable.

2) Opérations d'accompagnement vers et dans l'emploi des bénéficiaires du RSA ayant une reconnaissance de travailleur handicapé :

- établir un diagnostic des freins à l'emploi ;
- évaluer l'employabilité des participants et la concordance avec leur projet professionnel ;
- repérer et mettre en exergue les potentialités des participants en s'appuyant sur leurs itinéraires personnels et professionnels ;
- identifier et valider des pistes de mobilité professionnelle ;
- définir et mettre en oeuvre un parcours d'accompagnement individualisé, identifiant les axes à travailler conjointement, pour permettre la réduction des freins, l'élaboration d'un projet professionnel, et le retour à l'emploi.

3) Opérations d'accompagnement vers et dans l'emploi des femmes bénéficiaires du RSA :

- réaliser un diagnostic des freins à l'emploi de chaque participante ;
- évaluer l'employabilité des participantes et la concordance avec leur projet professionnel ;

- repérer et mettre en exergue les potentialités des participantes en s'appuyant sur leurs itinéraires personnel et professionnel ;
- développer l'autonomie financière via l'accès à l'emploi des participantes ;
- répondre à une problématique du marché de l'emploi avec des secteurs d'activité en tension en raison d'une inadéquation entre offre et demande.

4) Plateformes d'accueil, de diagnostic et de positionnement des nouveaux bénéficiaires du RSA :

- établir un diagnostic global de la situation du bénéficiaire du RSA tant sociale que professionnelle ;
- améliorer la qualité et la pertinence de l'orientation ;
- inscrire rapidement les personnes dans une dynamique de parcours ;
- permettre un lien cohérent et un enchaînement pertinent des étapes de parcours conduisant à la sortie positive plus rapide du RSA ;
- évaluer l'employabilité des participants et la concordance avec leur projet professionnel ;
- repérer et mettre en exergue les potentialités des participants en s'appuyant sur leurs itinéraires personnel et professionnel ;
- le cas échéant, proposer aux bénéficiaires du RSA préalablement identifiés un coaching intensif notamment au travers d'ateliers de techniques de recherche d'emploi ;
- développer des partenariats locaux au travers d'une stratégie de communication adéquate pour permettre une remobilisation sociale et professionnelle.

• **Actions visées**

Cet appel à projets concernent des actions visant à permettre l'accompagnement renforcé vers l'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social.

Les opérations attendues dans cet appel à projets concernent :

- l'accompagnement renforcé des travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA ;
- l'accompagnement vers et dans l'emploi des bénéficiaires du RSA ayant une reconnaissance de travailleur handicapé ;
- l'accompagnement vers et dans l'emploi des femmes bénéficiaires du RSA ;
- des plateformes d'accueil, de diagnostic et de positionnement des nouveaux bénéficiaires du RSA.

Les projets proposés ne doivent pas couvrir toutes ces natures d'opérations mais bien une seule de ces thématiques par opération.

1) Opérations d'accompagnement renforcé des travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA :

Cet axe vise à financer une action d'accompagnement technique adapté aux bénéficiaires du RSA, travailleurs indépendants, et notamment ceux sous le régime de la microentreprise soumis aux « droits et devoirs », résidant dans le département de l'Ain. L'accompagnement recherché doit permettre aux participants d'améliorer leur situation en vue d'une sortie rapide du RSA avec soit :

- le développement de leur activité et l'augmentation du revenu dégagé par l'activité ;

- le développement d'une activité complémentaire (salarisée de préférence) en parallèle de l'activité initiale ;
- la cessation de l'activité, si cette dernière n'est pas économiquement viable, avec engagement dans un parcours de formation ou recherche d'un emploi salarié.

2) Opérations d'accompagnement vers et dans l'emploi des bénéficiaires du RSA ayant une reconnaissance de travailleur handicapé :

Cet axe vise à financer uniquement des opérations d'accompagnement adapté et renforcé des bénéficiaires du RSA avec une reconnaissance de travailleur handicapé (RQTH), résidant dans le département de l'Ain. L'objectif est d'amener les participants à accéder, ou à retrouver, une activité professionnelle correspondant à leurs capacités et à la réalité du marché du travail.

L'accompagnement recherché doit permettre pour chaque participant :

- de favoriser sa mobilisation individuelle vers l'insertion, la définition et la concrétisation d'un projet professionnel ;
- d'être accompagné dans la mise en œuvre de son parcours de retour à l'emploi ou de reclassement tenant compte de sa santé ;
- l'appropriation des techniques de recherche d'emploi ;
- d'être aidé à gérer sa transition professionnelle.

3) Opérations d'accompagnement vers et dans l'emploi des femmes bénéficiaires du RSA :

Cet axe vise à financer une action d'accompagnement technique à destination des femmes bénéficiaires du RSA, soumises aux « droits et devoirs », résidant dans le département de l'Ain. L'accompagnement recherché doit permettre aux participantes d'améliorer leur situation en vue d'une sortie rapide du RSA avec un travail possible sur :

- une mobilisation individuelle vers l'insertion, la définition et la concrétisation d'un projet professionnel ;
- la levée des freins à l'insertion sociale et professionnelle (dont les problématiques de garde d'enfants) des femmes les plus précaires des territoires concernés ;
- la mise en œuvre d'un parcours d'accompagnement individualisé de retour à l'emploi (avec identification des axes de travail, réduction des freins à l'emploi et élaboration d'un projet professionnel par exemple) ;
- l'acquisition des techniques de recherche d'emploi ;
- la mise en place d'une reconversion et/ou d'une transition professionnelle ;
- l'animation d'ateliers collectifs thématiques en complément des entretiens individuels.

4) Plateformes d'accueil, de diagnostic et de positionnement des nouveaux bénéficiaires du RSA :

Cet axe vise à financer une (ou plusieurs) expérimentation(s) de plateforme d'accueil, de diagnostic et de positionnement des nouveaux bénéficiaires du RSA. L'objectif est de créer une dynamique dès la demande d'ouverture de droits RSA pour réduire la durée de parcours des nouveaux bénéficiaires du RSA.

Le Département attend des propositions d'actions inscrites sur les territoires avec des entrées et sorties permanentes, comprenant des temps d'interventions à la fois individuels et collectifs sans excéder une durée de 6 semaines par participant. Le cas échéant, cette durée peut être portée à 3

mois pour les participants identifiés sans freins sociaux pour intégrer une deuxième phase de coaching intensif ayant pour objectif une sortie directe vers l'emploi.

• **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

L'appel à projets s'adresse à tout organisme possédant une compétence et une expertise dans le champ de l'accompagnement et le suivi des personnes en difficulté d'insertion professionnelle. Tous les acteurs de l'offre territoriale d'insertion sont éligibles et en particulier : les chambres consulaires, les associations, les collectivités territoriales, les maisons de l'emploi, les acteurs du service public de l'emploi, les structures offrant des solutions pour la levée de freins sociaux ou professionnels à l'emploi, les partenaires sociaux et branches professionnelles, les établissements publics et privés.

Le FSE+ ne finance pas le fonctionnement statutaire des organismes mais des projets spécifiques développés en plus du fonctionnement courant.

Les projets présentés en consortium ne sont pas éligibles.

• **Public cible**

1) Opérations d'accompagnement renforcé des travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA :

- Bénéficiaires du RSA travailleur indépendant ;

2) Opérations d'accompagnement vers et dans l'emploi des bénéficiaires du RSA ayant une reconnaissance de travailleur handicapé :

- Bénéficiaires du RSA en situation de handicap (avec RQTH) ;

3) Opérations d'accompagnement vers et dans l'emploi des femmes bénéficiaires du RSA :

- Femmes bénéficiaires du RSA ;

4) Plateformes d'accueil, de diagnostic et de positionnement des nouveaux bénéficiaires du RSA :

- Bénéficiaires du RSA.

• **Profils de plan de financement**

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

• **Autre**

Les opérations d'accompagnement renforcé des travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA (1), d'accompagnement des bénéficiaires du RSA avec une RQTH (2) et d'accompagnement des femmes bénéficiaires du RSA (3) devront avoir une durée minimum de 12 mois et maximum de 24 mois et être comprises obligatoirement entre le 01 janvier 2024 et le 31 décembre 2025. Il est recommandé au porteur de projets de prévoir une opération de 24 mois dès leur candidature.

Les plateformes d'accueil, de diagnostic et de positionnement des nouveaux bénéficiaires du RSA (4) devront avoir une durée de 12 mois et être comprises obligatoirement entre le 01 janvier 2024 et le 31 décembre 2024. Les opérations retenues pourront éventuellement faire l'objet d'une prolongation d'une année, avec une seconde tranche d'exécution du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025 sous réserve de l'évaluation intermédiaire des opérations, des disponibilités des crédits du FSE+ et du périmètre d'intervention de France Travail à venir, avec formalisation et validation d'avenants. Les dépenses seront éligibles uniquement durant cette période de réalisation. Le plan de financement présenté dans les candidatures ne doit porter que sur la tranche ferme (2024) et non pas sur la tranche conditionnelle (2025) pour les opérations de plateformes d'accueil, de diagnostic et de positionnement des nouveaux bénéficiaires du RSA.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+/FTJ

• Textes de référence

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

• Architecture et gestion - lignes de partage

Présentation du FSE+

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

● Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029. Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du

programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.

3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.

2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
[...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
[...]

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

L'appel à projets ci-après permettra d'attribuer aux opérations sélectionnées :

- des crédits du FSE+ gérés par le Département de l'Ain (par la Direction des affaires européennes et transfrontalières) ;
- des crédits départementaux au titre de l'accompagnement des politiques d'insertion (gérés par le Service insertion).

Ces 2 financements feront l'objet de 2 conventions distinctes avec leurs propres modalités de liquidation.

La Commission permanente du Conseil départemental de l'Ain est l'organe décisionnaire d'attribution ou de refus des crédits demandés.

Périmètre temporel

Les opérations d'accompagnement renforcé des travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA (1), d'accompagnement des bénéficiaires du RSA avec une RQTH (2) et d'accompagnement des femmes bénéficiaires du RSA (3) devront avoir une durée minimum de 12 mois et maximum de 24 mois et être comprises obligatoirement entre le 01 janvier 2024 et le 31 décembre 2025. Il est recommandé au porteur de projets de prévoir une opération de 24 mois.

Les plateformes d'accueil, de diagnostic et de positionnement des nouveaux bénéficiaires du RSA (4) devront avoir une durée de 12 mois et être comprises obligatoirement entre le 01 janvier 2024 et le 31 décembre 2024. Les opérations retenues pourront éventuellement faire l'objet d'une prolongation d'une année, avec une seconde tranche d'exécution du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025 sous réserve de l'évaluation intermédiaire des opérations, des disponibilités de crédits du FSE+ et du périmètre d'intervention de France Travail à venir, avec formalisation et validation d'avenants. Les dépenses seront éligibles uniquement durant cette période de réalisation. Le plan de financement présenté dans les candidatures ne doit porter que sur la tranche ferme (2024) et non pas sur la tranche conditionnelle (2025) pour les opérations de plateformes d'accueil, de diagnostic et de positionnement des nouveaux bénéficiaires du RSA.

Périmètre géographique des opérations

Le département de l'Ain est organisé en 4 territoires d'actions sociales avec :

- la Maison de territoire de solidarité Bresse - Revermont ;
- la Maison de territoire de solidarité Val de Saône - Dombes ;
- la Maison de territoire de solidarité Plaine de l'Ain - Côtière ;
- la Maison de territoire de solidarité Bugey - Pays de Gex.

1) Opérations d'accompagnement renforcé des travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA :

Les candidats doivent présenter une proposition permettant de couvrir l'ensemble du territoire du département de l'Ain avec organisation de l'intervention par Maison de territoire de solidarité. Il est prévu de retenir une seule action couvrant tout le département.

2) Opérations d'accompagnement vers et dans l'emploi des bénéficiaires du RSA ayant une reconnaissance de travailleur handicapé :

Les candidats doivent présenter une proposition permettant de couvrir au minimum le périmètre de deux Maisons de territoire de solidarité et au maximum les 4 territoires, soit tout le département de l'Ain.

3) opération d'accompagnement vers et dans l'emploi des femmes bénéficiaires du RSA :



Les candidats doivent présenter une proposition permettant de couvrir au minimum le périmètre de deux Directions de territoire de solidarité et au maximum les 4 territoires, soit tout le département de l'Ain.

4) Plateformes d'accueil, de diagnostic et de positionnement des nouveaux bénéficiaires du RSA :

Les candidats doivent présenter une proposition permettant de couvrir au minimum le territoire de deux Centres départementaux de la solidarité du Département de l'Ain et plus spécifiquement les territoires du :

- Centre départemental de solidarité de Bourg-en-Bresse – Croix Blanche ;
- Centre départemental de solidarité de Bourg-en-Bresse – Pierre Goujon ;
- Centre départemental de solidarité de Montrevel-en-Bresse ;
- Centre départemental de solidarité de Nantua ;
- Centre départemental de solidarité d'Oyonnax ;
- Centre départemental de solidarité de Châtillon-sur-Chalaronne ;
- Centre départemental de solidarité de Trévoux.

Il est prévu de retenir au maximum 3 plateformes d'orientation pour couvrir l'ensemble de ces territoires.

• Critères spécifiques de sélection des opérations

Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans le présent appel à projets. Le descriptif des opérations doit être précis et détaillé dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin.

La priorisation des candidatures se fera selon les critères suivants :

- l'impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire ;
- l'expérience du porteur de projet dans le domaine et/ou sur les fonds européens ;
- l'adéquation entre la capacité financière et l'envergure du projet.

• Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

Plan de financement des candidatures

Le plan de financement proposé dans la demande de subvention doit être ventilé en :

Fonds Social Européen Plus :

- taux maximum d'intervention de 40 % des dépenses éligibles totales ;
- subvention minimum du FSE+ de 15 000,00 € ;

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention FSE+ minimum de 20% et maximum de 40%. Le montant minimum de FSE+ demandé est de 15 000 € par opération. Le coût total minimum demandé par opération est de 40 000 €. La dotation globale de l'appel à projet est de 1 000 000 € de FSE+ pour l'ensemble des opérations (avenants éventuels inclus).

Département de l'Ain (option mobilisable pour toutes les natures d'opérations attendues) :

- taux maximum d'intervention de 60 % des dépenses totales éligibles ;
- pas de minimum.

Autres financements / autofinancement (le cas échéant) :

- à trouver par le porteur de projet ;
- selon les projets, à valoriser dans le plan de financement global de l'opération.

Montage financier des opérations

Aucun projet ne peut faire l'objet d'un financement par le FSE+ si la demande de financement n'est pas déposée avant la fin de la réalisation du projet.

Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles et/ou toutes dépenses dont le lien à l'opération n'est pas clairement démontré et /ou difficile à justifier. Les frais généraux de structures sont pris en compte dans les dépenses indirectes.

La structuration du plan de financement est imposée dans l'appel à projets avec présentation uniquement :

- de dépenses de personnel pour les seuls personnels affectés à la mise en œuvre opérationnelle, dépenses qui seront à justifier au réel au bilan ;
- de dépenses forfaitaires pour couvrir l'ensemble des coûts restants de l'opération avec un taux forfaitaire de 40 % appliqué sur les dépenses directes de personnel au réel.

Pour les opérations de moins de 200 000 € une option de coût simplifiée (OCS) est obligatoire selon le principe suivant : « Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel (Cette obligation ne concerne pas les projets dont le régime d'aide d'Etat est « aides de minimis »). Dans le cas présent, les dépenses au réel concernent uniquement les dépenses de personnel, l'OCS obligatoire concerne les autres coûts (forfait 40 %).

Il est porté à l'attention des candidats que les missions supports (finances, RH, maintenance, nettoyage, etc.) sont comptabilisées dans les dépenses forfaitaires et ne pourront pas faire l'objet d'une valorisation dans les dépenses directes de personnel.

La subvention FSE+ n'est versée qu'après réalisation et justification des dépenses. Le bénéficiaire doit disposer d'une trésorerie suffisante pour avancer les dépenses en conséquence. Un acompte du FSE+ et de la subvention départementale (crédits Insertion) pourra être versé au début de chaque tranche annuelle.

Respect de la commande publique :

Tout projet cofinancé par des fonds européens doit respecter la réglementation européenne et nationale en vigueur. Il s'agit d'une obligation transversale que les dépenses soient couvertes par un forfait ou pas. L'ensemble de la réglementation est agrégé dans le code de la commande publique en date du 1er avril 2019.

Tout achat, quel que soit le marché, le montant, doit respecter les principes fondamentaux de la commande publique suivants :

- Le libre accès à la commande publique : toute entreprise doit pouvoir se porter candidate à un marché. A ce titre la publication la plus large possible doit être organisée.
- L'égalité de traitement des candidats : tout pouvoir adjudicateur doit adopter un comportement objectif et non discriminatoire envers l'ensemble des candidats – et un égal accès à l'information (favoritisme est pénalement sanctionné).
- La transparence des procédures : tous les candidats doivent être en mesure de savoir comment leur candidature va être traitée en assurant une publicité et une traçabilité suffisante afin de pouvoir justifier de ses choix. Si les critères de sélection ne sont pas clairement définis dans le cahier des charges, le critère du prix sera alors décisif en tant que critère obligatoire.

- **Autre**

Pièces à joindre avec la demande de subvention

Les pièces suivantes doivent être scannées et téléchargées dans l'outil de dématérialisation et jointes à la demande de subvention :

Pour tous les porteurs de projet :

- attestation d'engagement signée numériquement (signature dématérialisée à générer dans l'outil Ma Démarche FSE Plus) ;
- document attestant la capacité du représentant légal ;
- délégation éventuelle de signature ;
- relevé d'identité bancaire portant une adresse correspondant à celle du n° SIRET ;
- justificatif prévisionnel de chaque financement externe national, régional ou local mobilisé, si disponible, à défaut ces attestations et justificatifs seront demandés au plus tard lors du bilan d'exécution ;
- présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution) ;
- comptes de résultats des 3 derniers exercices clos ;
- exemples de support de communication prévus (ou antérieurs en cas de renouvellement d'opération FSE+) respectant les obligations ;
- lettres de missions et modèles de fiches temps pour justifier de l'affectation des agents sur l'opération ;

Pour les associations en complément :

- copie de la publication au Journal Officiel ou du récépissé de déclaration à la Préfecture au nom actuel de la structure ;
- derniers statuts validés ;
- attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme ;
- attestation de contrat d'engagement républicain ;
- liste nominative des membres du Conseil d'administration de la structure.

Pour les entreprises en complément :

- extrait Kbis ou inscription au registre ou répertoire concerné ;
- dernière liasse fiscale de l'année écoulée ;



- attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme.

Pour les collectivités territoriales et établissements publics en complément :

- délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel ;
- liste nominative des membres de l'exécutif de la collectivité.

Les candidats sont invités à se rapprocher des services du Département avant de déposer leur demande pour vérifier au préalable l'éligibilité de leur projet et se faire accompagner, si besoin, dans la phase montage de leur dossier auprès de :

- M. Maxime Moreau, chargé de mission FSE, maxime.moreau@ain.fr, tél. 04 74 24 48 14, pour toutes questions relatives à l'ingénierie du FSE+ (modalités de réponse, utilisation de la plateforme de dématérialisation, dépenses éligibles, simplification et forfaitisation des dépenses, présentation du budget...);
- Mme Laurette Gerbe, chargée de mission insertion, laurette.gerbe@ain.fr tél. 04 74 32 33 60, pour toutes questions relatives au contenu opérationnel des actions (public cible, articulation avec les territoires, méthodologie de l'accompagnement...).

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

- **Publicité et information**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :

- i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

- **Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)